

# Contribution du SAEP-Syndicat de l'Association des Éditeurs de Presse

## Consultation publique

### Fixation des conditions de rémunération des marchands de presse

Tours, le 16 Septembre 2025

Le SAEP représente une centaine d'éditeurs de presse indépendants. A ce titre, nous avons qualité pour répondre à la consultation publique initiée par l'Arcep.

#### L'ARCEP, fossoyeuse de la loi Bichet — comment la “modernisation” étrangle la presse au numéro

Qu'on se le dise : la consultation de l'ARCEP sur la revalorisation des rémunérations des marchands n'est pas une “réforme de bon sens”. C'est une **taxe sèche** imposée aux éditeurs, sans plan d'économies, sans contrepartie, sans vision. On coche des cases, on déplace de la valeur d'une poche à l'autre, on sermonne sur la « modernisation » — et on laisse mourir l'offre. Résultat : un réseau de vente toujours plus exsangue, des titres rabotés, des lecteurs privés de choix, une filière paupérisée. Bravo la modernisation.

#### 1) Une charge sans contrepartie : tu payes, tu dis merci.

L'Autorité s'abrite derrière les décisions du CSMP (2014-07 et 2014-09) pour justifier l'augmentation de la rémunération des diffuseurs. Oubli commode : **ces décisions étaient conditionnées à des économies de réseau** pour financer la mesure. Le CSMP lui-même, par sa décision 2016-01, l'avait consigné noir sur blanc : aujourd'hui les économies ne couvrent pas le coût... mais on va appliquer quand même.

Ne pas remettre aujourd'hui cette condition d'économie sur la table, **ne pas même l'étudier**, c'est une faute politique. On accable les éditeurs, point. On ne réforme pas un modèle, on **remplit un trou** en en creusant un autre.

#### 2) Ad valorem : la symétrie qu'on feint d'ignorer

L'ARCEP annonce doctement que, d'ici 2030, les revenus des marchands tirés de la presse baisseraient de 33 % par rapport à 2017. Et alors ? **La rémunération est ad valorem**. La baisse que l'Autorité brandit pour justifier une hausse... frappera à l'**identique** les éditeurs.

Sans plan d'économies, l'opération n'est qu'un **transfert de valeur** d'un groupe d'acteurs vers un autre. Le réseau n'est pas sauvé, il est **déséquilibré**. La "baisse" est la même pour tous, mais la facture est pour les mêmes : les producteurs d'information, les créateurs, les journalistes, les maquettistes, tout ceux qui inventent le produit sur lequel repose la filière.

### 3) Après Presstalis, la péréquation zombie

On nous a imposé en 2012 une **péréquation** pour soutenir Presstalis en grande difficulté. Presstalis a été liquidée en 2020. Le distributeur qui a repris les quotidiens affiche depuis des **résultats prospères** (des fonds propres passés de **1 000 €** à **21 454 940 €** en cinq ans). Et la péréquation ? Toujours là.

Pire : la presse quotidienne continue de bénéficier **d'aides de distribution** massives (**18 M€ par an** entre 2020 et 2025). Alors pourquoi maintenir un mécanisme conçu pour une **urgence disparue** ?

**Supprimer la péréquation** de 2012-05 compenserait **une large part** du coût qu'on veut faire peser sur les éditeurs pour financer la hausse ad valorem des diffuseurs. C'est le levier **immédiat, légitime, rationnel**.

### 4) Le mensonge par omission : le "produit" n'existe pas

Le fameux rapport IGAC-IGF, aussitôt ouvert, aussitôt refermé, décrit une « boucle négative » : moins de points de vente, moins de linéaire, donc moins de ventes. Oui. Mais **où est le produit** dans l'équation ARCEP ? Où sont l'offre, l'édition, l'investissement dans les contenus ?

**Affaiblir l'éditeur**, c'est **assécher l'offre**. On ne repeuple pas les linéaires avec des mesures comptables ou du papier blanc. On repeuple les linéaires en **permettant aux titres d'exister**, de circuler, d'être présentés. Tant que la réforme ne traite pas de **l'accès au marché**, elle maquille l'agonie.

### 5) La fausse solution : "plus de rémunération = plus d'attractivité"

On voudrait tous y croire. Sauf que la réalité contredit le slogan. **90 % des titres (2 790)** ne servent que **8 300** points de vente — donc **environ 2 500** ne sont **même pas concernés** par les hausses projetées. À quoi bon "arroser" là où l'eau n'arrive pas ?

Le réseau n'est **que le miroir** du marché. On ne rend pas attractif un miroir en le **surpayant** ; on le rend attractif en **éclairant la pièce**. En presse, la lumière, c'est **l'abondance d'offre** et **la liberté d'accès aux étagères** rendue aux éditeurs comme à la Libération !

### 6) La réforme de la loi Bichet (2019) a scié la branche : un malthusianisme d'État

La "modernisation" d'octobre 2019 a sanctuarisé une série de **dispositifs dogmatiques** :

- **Assortiment imposé** : des algorithmes de priorité qui décident pour le lecteur.
- **Découplage CPPAP / non-CPPAP** : un apartheid réglementaire qui ferme la porte à des titres contribuant pourtant à l'exercice des libertés publiques.
- **Restrictions à la première présentation** : les nouveautés entrent au compte-gouttes, quand elles entrent.

- **Pouvoir donné aux marchands de limiter l'offre** : offre rationnée, diversité étouffée.

Ce **malthusianisme** ne protège pas la filière ; il la **rabougrit**. Il ne garantit aucun des objectifs affichés par la loi. Il fige un marché qui, pour survivre, doit précisément **bouger**.

## 7) Les économies ? Il n'y en a plus dans les tuyaux

Depuis la liquidation de Presstalis, les SADP ont déjà **taillé dans la masse**. Les gisements d'économies **opérationnelles** sont minces. Le seul gisement sérieux est **législatif** :

- **Abroger la péréquation** devenue anachronique ;
- **Libéraliser** l'accès aux points de vente ;
- **Lever** les verrous d'assortiment et de première présentation ;
- **Ouvrir** les linéaires aux titres non-CPPAP (sous responsabilité éditoriale et légale, comme partout ailleurs).

Tout le reste est cosmétique. Continuer à ponctionner l'édition pour financer une "attractivité" théorique, c'est **couper l'eau au puits**.

## 8) L'ARCEP, arbitre partisan

Une autorité sectorielle qui **ignore sa propre jurisprudence** (condition d'économies), qui **escamote** le cœur marchand (le produit), qui **entérine** des restrictions d'accès et persiste à **entretenir** un mécanisme de péréquation post-Presstalis, **choisit** son camp.

Ce n'est plus de la régulation, c'est une **ingénierie de transferts**. On maquille en "intérêt général" un système où l'on prélève sciemment sur les producteurs de contenus pour **offrir un ersatz de paix sociale** au bout de la chaîne. Et pendant ce temps, les titres ferment, les rédactions coupent, les lecteurs désertent. Et, comme de bien entendu, le réseau se désertifie.

## 9) La filière a besoin d'air, pas d'emplâtres

Ce qu'il faut, ce n'est pas une **prime** à la pénurie, c'est une **politique de l'abondance** :

- **Laisser entrer** les titres.
- **Multiplier** les premières présentations.
- **Cesser** de discriminer les non-CPPAP qui font vivre les rayons et attirent du trafic.
- **Simplifier** la logistique au lieu de la surtaxer.
- **Redonner** du pouvoir... aux lecteurs, pas aux tables d'équarrissage réglementaire.

## 10) Notre proposition, claire et immédiate

1. **Suppression** de la péréquation 2012-05 : mécanisme devenu injustifiable après 2020, alors que le distributeur des quotidiens est désormais bénéficiaire et que des **aides publiques** substantielles continuent d'arroser la branche.
2. **Gel** de toute hausse ad valorem tant qu'un **plan d'économies législatif** n'est pas adopté et chiffré.

3. **Dérogation** rapide aux dispositifs malthusiens de la loi Bichet 2019 : fin de l'assortiment imposé, **libre première présentation, déverrouillage** CPPAP/non-CPPAP.
4. **Concertation filière** orientée **produit** (et pas seulement "linéaire") : éditeurs, diffuseurs, SADP, annonceurs, grandes et moyennes surfaces, avec un objectif chiffré de **diversité d'offre en point de vente** et de **couverture territoriale**.

Ce n'est pas "radical". C'est la condition minimale pour **recréer de la demande** et **ré-oxygéner** les linéaires. C'est le seul moyen d'aligner l'intérêt du lecteur et celui de la filière.

**Conclusion : l'ARCEP doit choisir — réguler la croissance, ou organiser la pénurie**

La réforme Bichet de 2019 a promis la modernisation et livré le **rationnement**. La consultation actuelle de l'ARCEP persiste : **plus de charges, pas d'économies, toujours les mêmes verrous**. On peut continuer à subventionner la pénurie et à taxer l'édition jusqu'au dernier titre — ou **changer de cap**.

**Abolir la péréquation obsolète. Ouvrir les linéaires. Libérer la première présentation. Cesser de confondre régulation et transfusion au service de soins palliatifs.**

L'ARCEP a la main. Qu'elle cesse d'être la **fossoyeuse** de la loi Bichet, et qu'elle redevienne ce qu'elle aurait dû être : l'autorité qui **fait circuler les journaux, pas celle qui organise la thrombose du secteur**.